

LES MARCHÉS DÉCONSTRUISENT L'EUROPE ET IMPOSENT LEUR TEMPO

Gris Bruxelles

Papandréou descendu à Athènes, Berlusconi mis hors d'état de nuire à Rome, Zapatero tout heureux de fourguer l'Espagne à la droite, les Portugais délaissés, les Irlandais abandonnés, les Anglais plus que jamais les yeux rivés et le cœur battant pour l'Amérique, les Nordiques et les Scandinaves pas très rassurés sur les trajectoires de l'euro et de l'UE, les ex-de l'Est attachés non pas à l'Ouest mais à l'Allemagne, les 27 de l'Union boiront le calice de la construction européenne jusqu'à la lie.

En définitive, que reste-t-il de l'UE ? L'Allemagne, bien sûr, la France, évidemment et le Benelux (Belgique, Pays-Bas, Luxembourg). C'est le bon vieux temps moins l'Italie.

Depuis la crise grecque, les lignes ont bougé en UE. Les Allemands devenus maîtres incontestés de l'appareil, ne discutent plus avec leurs partenaires, mais ordonnent, imposent, censurent en fait, décident de tout ce qui touche de près ou de loin les finances européennes.

Les budgets des Etats membres, grand oral de démocratie, et de souverainisme ne sont plus laissés aux mains des exécutifs élus. L'argent étant chose trop sérieuse pour être traité par les politiques, les marchés et Berlin ont indiqué le chemin, tracé la voie.

Seule l'orthodoxie des comptes nets, des déficits réduits et des dépenses publiques maîtrisées sont — seront — dorénavant retenus. Plus question de fermer les yeux sur quoi que ce soit qui sorte de cette trajectoire. La Grèce, fraudeuse, est tombée la première.

Les mauvais élèves sont rapidement identifiés grâce aux effets multiplicateurs de la crise. L'Espagne, gros bonnet, le Portugal sans consistance économique, l'Irlande travailleuse mais insouciante au libéralisme débridé, échappant au contrôle du marché, l'Italie berlusconienne, malicieuse, belle, sachant se faire entretenir a trop joué de ses charmes.

Comme la plus belle fille du

monde ne peut donner que ce qu'elle a, l'Italie se retrouve en un état piteux, triste.

Désargentée, endettée, enfermée dans le cercle vicieux des remboursements des services de la dette, désindustrialisée et ne faisant même plus pitié à cause des frasques de Berlusconi.

Les Européens, dans leur immense majorité, considèrent que c'est aux Italiens qui ont élu, à plusieurs reprises El Cavaliere, de payer la note, pas aux autres. L'Allemagne, vertueuse aux

comptes bien tenus, sans aucune malversation comptable, a, très vite, dès l'euro mis en circulation, compris l'enjeu : l'exportation, la recherche de nouveaux marchés et la consolidation de leurs atouts.

L'industrie de pointe, le gros machinisme à nul autre pareil, le service après-vente incomparable et un savoir-faire reconnu et accepté de tous. Seuls les Français et le Benelux semblent

De notre bureau de Bruxelles, Aziouz Mokhtari

en mesure de ne pas quitter la flotte Europe dont le navire Amiral Berlin impose une cadence dure à suivre.

Pour l'histoire monétaire, relevons, tout de même, que lorsque la monnaie européenne unique a été frappée, un euro équivalait à un Mark. Tout simplement.

A. M.

La crise fait trébucher les gouvernements européens

La crise de la dette agit comme un rouleau compresseur politique en Europe en faisant tomber les uns après les autres les chefs de gouvernement, pris en tenaille entre la forte pression des marchés et l'impopularité de leurs politiques de rigueur.

Silvio Berlusconi, qui a annoncé mardi soir sa future démission, est devenu la victime la plus notable de la crise qui secoue la zone euro depuis deux ans. «Avec le sien, ce sont dix gouvernements de l'Union européenne qui ont chuté depuis 2010. La crise n'a pas été le seul facteur mais elle a souvent déclenché la démission ou la tenue d'élections anticipées», indique Jean-Dominique Giuliani, président de la Fondation Schumann.

In fine, ce ne sont pas les retentissants scandales de corruption ou de mœurs qui ont provoqué la chute annoncée du Premier ministre italien de droite mais les pressions devenues insoutenables des marchés et des autres pays européens. Deux jours plus tôt, son homologue grec, le socialiste Georges Papandréou, également très affaibli politiquement, avait été acculé à la même solution. Avant lui, la crise qui frappe les gouvernements de droite comme de gauche avait déjà contribué à déstabiliser les chefs de gouvernement du Portugal, d'Irlande, du Royaume-Uni, de Hongrie, du Danemark, de Slovaquie ou de Slovénie. Et l'Espagnol José Luis Rodríguez Zapatero quittera prochainement le pouvoir après avoir été contraint d'avancer la date des élections législatives, qui se tiendront sans lui le 20 novembre. Dans les autres pays de la zone euro, comme la France ou les Pays-Bas, les gouvernements sont confrontés à une défiance de l'opinion qui annonce des lendemains électoraux difficiles. En Allemagne, la chancelière Angela Merkel est moins impopulaire que ses homologues mais elle reste à la merci d'un vote négatif du Parlement, devant lequel elle a l'obligation



Photo : D.R

de présenter les décisions importantes sur la crise de la dette. «La zone euro est maintenant confrontée en même temps à des crises politique, économique, financière et institutionnelle», estime l'analyste Sony Kappor de l'institut Re-Define. La crise «pourrait durer encore deux ans mais ses implications économiques seront avec nous pour les dix à quinze années à venir», prévient de son côté Jan Techau, directeur du centre d'études Carnegie Europe. Cet expert s'inquiète en particulier de la montée du populisme, notable dans plusieurs pays comme la Hongrie, le Danemark, les Pays-Bas ou la France. Mais, dans le même temps, «les citoyens réclament de leurs dirigeants des programmes sérieux et crédibles», ce que n'offrent pas les mouvements populistes, souligne M. Giuliani. Il remarque ainsi que les nécessités économiques imposent le pragmatisme aux responsables politiques. «Au

Portugal ou en Irlande, l'opposition avait vivement critiqué les politiques de rigueur mais, une fois arrivée au pouvoir, elle les a appliquées encore plus strictement», selon lui. C'est dans ce contexte que l'opposition de droite en Grèce a finalement donné dimanche son accord à un gouvernement de coalition qui pourrait être dirigé par une personnalité au-dessus des partis.

La formation d'un gouvernement d'union nationale est également envisagée en Italie avec la bénédiction des marchés. «L'entrée en jeu de technocrates, en attendant de nouvelles élections, pourrait être utile pour remettre le navire Italie sur la bonne route», estime Hugo Brady, expert au Centre for European Reform.

Malgré les fortes pressions économiques, les dirigeants politiques devraient saisir l'opportunité de réinventer le mode de gouvernance de l'Europe, qui «est en crise», selon M. Giuliani.

ALLEMAGNE

La locomotive économique de l'Europe n'est pas loin de caler

Autoproclamée «locomotive de l'Europe», l'économie allemande n'est pas loin de caler, à en croire de nouvelles prévisions de conjoncture publiées hier et les annonces en demi-teinte de son puissant secteur industriel.

La croissance allemande devrait chuter à 0,9 % l'an prochain, après 3 % attendus cette année, a averti hier le comité des «cinq sages», économistes de haut rang conseillant le gouvernement allemand, qui constatent que «les risques ont encore augmenté cet automne».

«Pour l'année 2011, il faut s'attendre à une croissance encore forte de 3 %. Mais en 2012, la conjoncture devrait s'affaiblir nettement en raison de la fin de l'effet de rebond, et d'un environnement économique mondial qui se dégrade ; la progression du produit intérieur brut ne devrait plus atteindre que 0,9 %», écrivent-ils dans leur rapport annuel sur la première économie européenne,

une publication toujours très suivie. «Les risques ont encore augmenté cet automne. La zone euro est prise dans un cercle vicieux de crise de la dette et de crise bancaire», constatent encore les «sages».

Leur diagnostic est proche de celui du gouvernement allemand, qui prévoit une croissance de 1 % l'an prochain, après 2,9 % cette année, selon sa dernière prévision officielle, en date d'octobre.

Grâce aux carnets de commandes encore bien remplis de ses entreprises exportatrices, l'Allemagne semble loin du scénario catastrophe de 2009, qui l'avait vue subir une récession de 5 %, avant de rebondir de manière tout aussi spectaculaire.

Côté marché de l'emploi, il devrait continuer à bien se maintenir avec 2,89 millions de chômeurs en moyenne l'an prochain contre 2,97 millions en moyenne cette année.

Mais le pays, qui selon les «sages» vient tout juste de retrouver son niveau d'avant la crise de 2009, va néanmoins ralentir nettement.

Ces experts ont d'ailleurs tenu à entourer leur prévision de croissance 2012 de précautions.

Leur président, Wolfgang Franz, a ainsi indiqué qu'elle reposait sur l'hypothèse d'une accalmie de la crise de la dette : «Si la crise persiste mais reste limitée à la zone euro, la croissance sera de seulement 0,4 %, et encore moins si le phénomène se propage au monde entier.»

Au-delà des projections d'économistes, les dernières statistiques concrètes en Allemagne

illustrent également l'essoufflement.

Les commandes industrielles allemandes ont ainsi beaucoup déçu en septembre, enregistrant leur plus fort recul mensuel depuis février 2009, de 4,3 %.

Les premiers indicateurs pour octobre sont inquiétants. L'indice de confiance des milieux financiers allemands, le ZEW, a chuté plus que prévu, sa huitième baisse d'affilée.

Le marché automobile a brutalement ralenti, ne progressant que d'un maigre pourcent. Et le secteur de l'acier, toujours très important dans le pays, fait face à des clients échaudés.

Jusqu'ici, l'Allemagne tient grâce à ses exportations, qui ont encore augmenté en septembre, contre toute attente.

Mais à plus long terme, elle n'évitera la douche froide conjoncturelle que si la consom-

mation des ménages vient prendre le relais. A cet égard, le dernier baromètre GfK sur la propension à dépenser des ménages allemands s'est révélé plutôt encourageant, puisqu'il a légèrement augmenté d'octobre à novembre.

Reste que ces projets de dépense ne se sont jusqu'ici pas traduits par une ruée sur les magasins : la dernière statistique du commerce de détail, qui remonte à septembre, fait ainsi état d'une augmentation de seulement 0,4 % des ventes, inférieure aux prévisions.

«L'Allemagne n'est pas un pays de consommation», a asséné hier le président de la fédération allemande du commerce extérieur et de gros, Anton Börner, rappelant qu'avant tout le pays était «tributaire de la croissance économique mondiale».